

[PUBLIÉ ET DIFFUSÉ EN JUIN 2008 DANS DIFFÉRENTES UFRS]

LA DÉFENSE DE L'UNIVERSITÉ PASSE PAR LA DÉFENSE DE LA RECHERCHE INDÉPENDANTE ET FONDAMENTALE

MARC PERELMAN

Mesdames, Messieurs, Chers Collègues,

Depuis qu'une Université de masse a été mise en œuvre dans les années soixante, elle n'a de fait produit qu'un immense monstre bureaucratique, anti-démocratique, souvent ingouvernable ; elle a accéléré la **déqualification des personnels**, provoquer un complet renversement des valeurs, l'ensemble produisant (et se reproduisant dans) une atmosphère de « gestionniste » permanente, un état général de désabusement conduisant au repli individualiste, mais surtout pour ce qui nous affaire ici, la perte de toute passion spéculative qui conduit à une recherche de plus en plus médiocre parce que, en outre, placée sous la pression de nombreux prescripteurs, décideurs, extérieurs à l'Université... Il y a vingt ans déjà, Michel Henry n'avait pas de mots assez durs, mais réalistes, pour décrire cette misère de l'Université : « Élimination de la culture et abaissement du milieu universitaire se donnent la main, quand, sous l'égide du sociologisme et sous le titre de "réalité sociale" à laquelle les élèves doivent être préparés, la banalité quotidienne, les comportements ordinaires, les fantasmes rudimentaires, le langage des médias ou des analphabètes sont devenus la norme, et cela même qu'il s'agit d'enseigner. » (*La Barbarie*, chapitre « La destruction de l'université »). Un étudiant peut ainsi de nos jours obtenir sa Licence sans avoir jamais ouvert un livre. Lire un livre dans l'enceinte de l'Université est même vu comme une forme de snobisme ou d'affection.

Aujourd'hui, on voit notre propre Université désormais baptisée « Paris Ouest Nanterre-La Défense » (un panneau de signalisation d'autoroute !), se déliter très lentement, perdre pied du fait de la quasi-disparition de certaines disciplines, certains enseignants estimant même qu'elle est en train de s'effondrer. (Les PRES vont pousser à la mutualisation et à la professionnalisation des enseignements dits de pointe et la disparition, ou

la transformation en prestations de services de nombreuses autres disciplines.) En peu de temps, dans certaines disciplines, le nombre d'inscription d'étudiants a vertigineusement chuté, parfois plus de 20 %, voire 50 % ; mais plus grave, certaines disciplines qui avaient constitué le fonds patrimonial de notre université ont presque disparu parce que « non rentables »... Un nombre non négligeable d'enseignants-chercheurs cherchent à quitter l'université ne la percevant plus comme répondant à leur travail d'enseignant-chercheur. Les résistances à élire un Président à la tête de Paris 10 sont la démonstration des résultats de l'application de la loi LRU...

Mais pour nous, les questions essentielles sont et restent celles de la *recherche* et de sa *valorisation* qui constituent le véritable enjeu des *missions universitaires*. La défense de la recherche – libre et non inféodée – est en effet essentielle pour lui garantir toute son efficacité. Et c'est principalement sur cette défense de la recherche, de sa valorisation et de son enseignement tellement mis à mal depuis des années que nous souhaitons un engagement clair et précis de la nouvelle Présidente.

Michel Henry avait encore raison lorsqu'il constatait une forme de *déqualification* de notre profession : « La thèse d'une transmission de connaissance qui se produirait indépendamment de celle-ci, de sa possession et de sa réactivation dans la relation enseignant-enseigné est absurde. Un pédagogue ignorant est un cercle carré. » Une armée d'ignorants ou de forcenés de la didactique s'est en effet levée au cœur de l'Université qui la détruisent de l'intérieur. Une Université dont beaucoup d'étudiants (et trop d'enseignants) sont fascinés, entre autres, par les paillettes et les starlettes du show-biz, les soirées *people* et les performances des sportifs – l'école des Sciences Politiques de Paris (IEP) en collaboration avec le groupe Lagardère vient d'ouvrir un master permettant à une quinzaine de sportifs de haut niveau d'obtenir un diplôme universitaire en vue de leur reclassement post-compétition –, rabattant ainsi le monde intellectuel, voire la pensée, à son expression la plus insignifiante et exaltant les gains d'argent facile.

Pour nous résumer :

1./ Aujourd'hui, la **recherche fondamentale** est gravement menacée, tant dans ses structures que dans ses finalités. Les réformes imposées contre l'avis de l'immense majorité de la communauté scientifique, les restrictions budgétaires (toujours pour « dégraisser »...), le saupoudrage des moyens et surtout l'imposition autoritaire des thématiques, des champs, des objets,

voire plus grave des méthodes de recherche visent à « caporaliser » les chercheurs et à « piloter » la recherche selon les objectifs strictement utilitaristes : rentabilité économique immédiate, professionnalisation des doctorants, flexibilité accrue des chercheurs, soumission des programmes de recherches aux demandes régionales et patronales (AERES, « expertise » des recherche par des cabinets-conseils extérieurs à la communauté scientifique, mise en concurrence des centres de recherches, ANR, etc.). Avec ses maquettes, protocoles, nomenclatures, l'Université ressemble à la SNCF avec ses organigrammes déments et ses vastes circuits d'aiguillages. La logique administrative, la norme, la gestion ont mis sous tutelle toute velléité de réflexion et d'autoréflexion, aggravée par la mise en place d'un pilotage informatique et d'une dépendance des logiciels.

2./ L'Université est en permanence soumise au **chamboulement chaotique des cursus** à coups de circulaires-palimpsestes où toute « réforme » peut en cacher une autre dans la précipitation et l'improvisation. Le résultat est la **paralysie des établissements**, la gabegie administrative, la démobilisation des universitaires et, plus grave encore, la désorientation des étudiants de plus en plus victimes de l'échec programmé.

3./ Les cursus de 3^e cycle sont remis en cause dans un flou institutionnel savamment entretenu par les ministres successifs. Les conséquences en sont déjà évidentes : dotations insuffisantes, étranglement voire suppression des équipes de recherche habilitées, formations écourtées, professionnalisation des doctorants ainsi destinés à devenir des prestataires de services pour les forces économiques locales dans la perspective de la régionalisation des universités. À terme, c'est **la disparition de la recherche universitaire de 3^e cycle et la « secondarisation » des enseignants-chercheurs du supérieur.**

L'excellence universitaire disparaît quand la recherche n'est plus le support actif de l'enseignement.

4./ La recherche publique est de plus en plus soumise à des exigences de rentabilité financière, à une pure logique comptable (comme dans la santé publique...) et à un pilotage autoritaire par des « experts » non élus par la communauté scientifique (à l'image des experts de la commission de Bruxelles...).

5./ La transformation rapide du **statut des enseignants-chercheurs** les voue à être des prospecteurs de sponsors, des managers de « l'innovation technologique », des tuteurs « professionnalisants » de doctorants, des substituts aux tâches administratives (l'administration doit être au service de la recherche et non l'inverse) et, ultime escroquerie, des chefs

d'entreprises innovants.

6./ Sur un plan local, l'Université Paris 10-Nanterre, engluée dans une tourbe de **blocages bureaucratiques**, manque de capacité de décision. Il lui manque surtout de répondre à l'exigence de la clarification de ses missions.

Les principes à défendre au Conseil d'Administration de l'université :

1. Que l'idée ou le concept d'Université soit maintenue ou réhabilitée en tant que celle-ci est un idéal de civilisation lors même qu'elle s'oriente vers l'universel, impliquant la transmission critique des acquis fondamentaux de l'histoire comme la synthèse des connaissances et des valeurs du savoir. Avec cet objectif, **l'exigence d'une séparation de l'Université avec le monde qui lui extérieur n'est pas un privilège**. Car il est dans l'essence même de l'Université que d'être séparée des injonctions extérieures (monde économique, société politique...). Chercher à articuler Université et Entreprise est par conséquent un non-sens absolu. Si les universités accueillent des entreprises, elles deviendront des entreprises avec leur tremplin pour l'emploi, leurs écoles professionnelles, leur clientélisme. À rebours du rapport Attali appelant à « s'adapter aux métiers d'après-demain [la vision de ce grand prophète a toujours été très lointaine...] et à l'esprit d'entreprise » en vue d'assurer « un lien plus étroit entre les programmes et les besoins à long terme de la société », nous appelons à nous défaire de cette instrumentalisation de l'Université fondée sur l'adaptation à des formations de plus en plus pointues et toujours plus technicistes. C'est à ce prix que l'Université retrouvera la **passion intellectuelle** qui doit animer ses membres et non l'hostilité d'une bureaucratie céleste peuplée d'esprit à la conscience aigre.

2. Que seule la mise en œuvre d'une vraie politique de la recherche fondamentale et de sa valorisation mène vers un **enseignement de qualité**. Nous insistons sur le fait que la recherche est d'abord une recherche individuelle. Or, un chercheur est sommé de s'intégrer dans des équipes ou disparaître, le « mythe du laboratoire » (Jean-Claude Milner) a fait le reste produisant des montagnes de rapports et accouchant d'une souris. La « secondarisation » de l'Université bat actuellement son plein avec l'impossibilité de produire un quelconque savoir nouveau, et participe de la simple répétition de ce qui est connu. Les enseignants-chercheurs sont transformés en grands frères, assistants, répétiteurs, tuteurs...

3. Une seule École doctorale (et encore !) suffit lorsque l'on sait que leur

mise en œuvre a servi à orienter la recherche vers des thématiques « professionnalisantes » ; les Écoles doctorales régissent arbitrairement la recherche comme à la bonne époque du « centralisme démocratique » ; elles permettent de contrôler les sujets des doctorats ; et surtout qu'elles sont les courroies de transmission du ministère dont elles dépendent financièrement.

4. La redéfinition des « commissions de spécialistes » qui deviennent des « commissions de choix (sélection) » (on se souviendra qu'avant Claude Allègre, le subtil dégraisseur, tous les professeurs étaient membres de droit des commissions de spécialistes) ; **le refus du localisme** avec ses potentats et caciques qui font régner leur terreur ;

5. La redéfinition du rôle du Président de l'Université, élu pour représenter ses collègues auprès du ministère mais qui devient très vite le représentant du ministère auprès de ses collègues pour leur faire accepter les vagues successives de réformes.

• **Sur le plan national :**

- Le retrait de la Loi « Libertés et Responsabilités des Universités » (LRU) ;
- Le retrait du LMD ;
- Le retrait du plan « Réussite en licence » ;
- La dissolution de la CPU (un bloc bureaucratique non-représentatif) ; avec la loi LRU, la CPU est devenue une association loi 1901 reconnue par le Ministère, ayant pour objet de « *représenter les intérêts communs des établissements qu'elle rassemble, auprès des différentes tutelles et de leurs partenaires, nationaux et internationaux* » (articles 36 et 37). Le Ministère ne représente donc plus les Universités !